



BPIFRANCE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DIRECTION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES

*Communiqué de presse*

*Communiqué de presse*

[www.bpifrance.fr](http://www.bpifrance.fr)

[www.entreprises.gouv.fr](http://www.entreprises.gouv.fr)

Paris, le 21 juin 2017

## **Bpifrance Le Lab et la DGE présentent la 7<sup>e</sup> enquête de conjoncture ETI**

**Les entreprises de taille intermédiaire anticipent une très belle année 2017 en termes d'emploi, la meilleure depuis le début de l'enquête, ainsi qu'en termes d'investissement. Cet optimisme est tiré par des perspectives d'activité qui continuent de se redresser, avec l'amélioration des carnets de commandes, et une situation financière nettement renforcée.**

*Cette 7<sup>e</sup> enquête annuelle de conjoncture a été réalisée en mars-avril 2017, conjointement par la Direction générale des entreprises (DGE) et Bpifrance Le Lab. Les résultats portent sur un échantillon de 518 entreprises représentatives des 3 574 entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales<sup>1</sup>.*

### **En 2017, nouveau redressement des perspectives d'activité des ETI nationales**

Les perspectives d'activité en 2017 s'améliorent par rapport à 2016 : 50% des ETI nationales anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires consolidé et, à l'inverse, seules 11% craignent une baisse. Le solde prévisionnel d'évolution de l'activité<sup>2</sup>, à +39, est en hausse de 3 points par rapport à 2016. Ce solde s'était déjà redressé de 8 points par rapport à 2015.

Dans un contexte de conjoncture mondiale difficile, les ETI internationalisées ont rencontré quelques difficultés en 2016 et n'ont pas totalement atteint leurs objectifs à l'export. Cependant, les perspectives d'évolution des exportations restent bonnes pour 2017 et les ETI très internationalisées<sup>3</sup> revoient leurs prévisions d'activité à la hausse (indicateur prévisionnel à +44 après +38).

Les anticipations d'activité sont en nette amélioration dans la Construction (+52 après +13 en 2016). Elles demeurent très positives et toujours en hausse dans l'Industrie (+41 en hausse de 5 points) et les Services (+51 en hausse de 7 points).

<sup>1</sup> La France compte environ 5 300 ETI, dont 3 600 hors contrôle de grands groupes étrangers (ETI dites « nationales »).

<sup>2</sup> % des ETI anticipant une hausse - % ETI anticipant une baisse.

<sup>3</sup> Plus de 25% du CA réalisé à l'étranger, soit un quart des ETI nationales.



En 2016, la demande s'est sensiblement renforcée dans tous les secteurs d'activité. Cette tendance devrait se poursuivre en 2017.

### **Une situation financière au plus haut depuis le début de l'enquête**

Les freins au développement continuent de se desserrer. Les contraintes liées à la réduction des marges sont au niveau le plus faible depuis 2013, même si elles demeurent l'obstacle au développement le plus souvent cité (51% des citations après 53% en 2016).

En conséquence, les ETI annoncent une nouvelle amélioration de leur situation financière en 2016 qui devrait se poursuivre en 2017. L'indicateur de la trésorerie passée progresse de 5 points en un an (+9 après +4) et l'indicateur prévisionnel de 1 point (+9 après +8) au plus haut depuis 2011, date de création de l'enquête.

Les autres facteurs, purement financiers (manque de fonds propres, endettement excessif ou difficulté d'accès au crédit), pèsent relativement peu. Aussi, seules 2 % des ETI font état de réelles difficultés pour obtenir des concours financiers en 2016.

### **Dans ce contexte porteur, l'emploi en France est attendu en nette amélioration, notamment dans l'industrie**

Les perspectives d'emploi en France (où sont basés 82% de l'emploi des groupes ETI) sont très bien orientées, au plus haut depuis 2011, date de la première enquête. L'indicateur progresse de 5 points en un an (+25 après +20 en 2016).

L'embellie est très nette dans l'Industrie (+17 points en un an) et la Construction (+23 points). L'emploi serait également très dynamique dans les Services où une ETI sur deux prévoit de créer des emplois en 2017.

L'évolution des effectifs à l'étranger resterait stable (+13 comme en 2016).

### **L'investissement lui aussi devrait rester très dynamique en 2017**

Les investissements de croissance interne ont fortement augmenté en 2016 : +32 après +23 en 2015, à son plus haut niveau depuis la création de l'enquête. Ils ont enregistré une hausse importante dans l'Industrie (+17 points en un an), le Commerce, Transport, Hébergement-restauration (+13 points).

Cette dynamique devrait se poursuivre en 2017. En effet, les perspectives sont de nouveau bien orientées quoique sans accélération. L'investissement progresserait fortement dans les secteurs de la Construction et des Services aux entreprises, mais, en revanche, ralentirait dans l'Industrie.

Le rythme des opérations de croissance externe, créations de filiales et prises de participations, s'est maintenu en 2016. En 2017, 41 % des ETI pensent prendre de nouvelles participations et plus du quart a des projets de création de nouvelles filiales. Ces projets, encore plus nombreux que précédemment, retrouvent leur niveau de 2011. De plus, une ETI sur cinq a un projet ferme de création de filiale ou de prise de participations à l'étranger, l'Union européenne demeurant la principale zone d'implantation ciblée devant l'Asie et l'Amérique du Nord.

Pour financer leurs investissements, les ETI souhaitent intensifier leur recours à l'endettement et aux concours bancaires plutôt qu'à l'autofinancement.



## Méthodologie - Définition des ETI

La nouvelle catégorie des *entreprises de taille intermédiaire* a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, et précisée par le décret de décembre 2008. Ce sont les entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des *petites et moyennes entreprises*<sup>4</sup>, et qui :

- ✓ d'une part occupent moins de 5 000 personnes ;
- ✓ d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 Md€ ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2 Md€.

Elles se situent donc entre les PME et les *grandes entreprises* (GE).

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : [www.bpifrance-lelab.fr](http://www.bpifrance-lelab.fr)  
et le quatre-pages de la DGE sur [www.entreprises.gouv.fr/etudes-et-statistiques/4-pages-72-perspectives-des-eti-francaises-pour-2017](http://www.entreprises.gouv.fr/etudes-et-statistiques/4-pages-72-perspectives-des-eti-francaises-pour-2017)

## Contacts presse :

**Bpifrance**  
**Nathalie Police**  
Tél. : 01 41 79 95 26  
[nathalie.police@bpifrance.fr](mailto:nathalie.police@bpifrance.fr)

**DGE**  
**Anne Virlogeux**  
Tél : 01 79 84 30 70  
[anne.virlogeux@finances.gouv.fr](mailto:anne.virlogeux@finances.gouv.fr)

### À propos de Bpifrance Le Lab

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un dérouteur d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

[www.bpifrance-lelab.fr](http://www.bpifrance-lelab.fr) – @BpifranceLeLab - @BpifrancePresse

### À propos de la Direction générale des entreprises (DGE)

**Sous l'autorité du ministre de l'Économie la DGE** élabore et met en œuvre les politiques publiques relatives à l'industrie, à l'économie numérique, au tourisme, au commerce, à l'artisanat et aux services. Ses agents sont mobilisés aux niveaux national et régional à travers les DI(R)ECCTE [directions (régionales) des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi], pour favoriser la création, le développement, l'innovation et la compétitivité des entreprises de toutes tailles, en France et à l'international. La DGE entretient des relations étroites avec les entreprises elles-mêmes et leurs représentants : organisations et fédérations professionnelles, chambres consulaires, réseaux d'accompagnement, etc.

[www.entreprises.gouv.fr](http://www.entreprises.gouv.fr)

<sup>4</sup> Entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 M€ ou le bilan annuel 43 M€.